

Choisir entre santé et liberté

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

31 juillet 2020

Après la découverte de 6 cas de coronavirus positifs contractés dans un même lieu, les autorités sanitaires pointent l'irresponsabilité et agitent la menace d'un contrôle brutal.

C'est la même musique partout en France et la Guadeloupe ne fait pas exception. "Face à la légère reprise de l'épidémie, Le Premier ministre Jean Castex appelle à 'plus de vigilance'. Des territoires où les cas de Covid-19 augmentent font "l'objet d'une grande attention". C'est dans ce contexte que la directrice générale de l'Agence régionale de santé, Valérie Denux, s'interroge sans rire devant la caméra de la télé Canal 10 le 27 juillet : " *Partout en France les recrudescences de cas sont liées à des fêtes. (...) On sécurise l'espace public avec le port du masque obligatoire dans les magasins, dans les transports etc. La vraie question c'est est-ce que maintenant il va falloir aller plus loin et sécuriser l'espace privé ?*" Bien sûr à ce stade selon les propos de la fonctionnaire, "l'idée c'est d'abord de faire appel à chacun". Mais cette déclaration cible plus le champ des libertés individuelles et publiques, et de leurs restrictions, que celui d'une stratégie de soins et de santé telles qu'attendues des responsables sanitaires. Et ce pointage de "l'espace privé" laisse penser que les mesures les plus inconcevables de contrôle des populations ne sont pas taboues dans l'esprit des dirigeants politiques ou des fonctionnaires chargés de faire tourner les administrations. "Jamais en temps de paix les démocraties n'ont enduré pareilles entorses aux principes qui les fondent : les libertés publiques. (...) La liberté d'aller et venir, celle de se réunir ont été mises entre parenthèses, les prérogatives des Parlements rognées, les droits des salariés amputés. Des prévenus sont jugés et parfois privés de liberté sans avocat". Cette énumération tirée d'un éditorial publié le 30 mars sur *lemonde.fr* illustre une question persistante : le monde d'après préservera-t-il les libertés (à défaut de les renforcer), où soumettra-t-il les populations à quelques prédateurs ?

